

## ELISABETH GUIGOU

Présidente de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, ancienne députée et présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

### Nathalie DELAPALME

Merci beaucoup pour cette présentation exhaustive. Si je comprends bien, il reste beaucoup d'obstacles à surmonter avant de pouvoir envisager la mise en œuvre de cet accord, notamment de la part du Nigéria si, comme vous le dites, le Nigéria souhaite faire le ménage dans son économie intérieure avant même d'envisager de rejoindre l'accord. Cela est un peu préoccupant. Elisabeth, Madame la Ministre, permettez-moi de me tourner vers vous pour vous poser la question, en tant qu'experte des affaires européennes, quelles sont les leçons que nous pouvons retenir de l'histoire de l'Union européenne, qui s'est faite au départ sur des intérêts économiques. Existe-t-il des bonnes pratiques qui pourraient être partagées avec nos partenaires et amis africains ? Des écueils à éviter ? Comment a-t-on pu en arriver jusqu'au Brexit ? Est-ce que cela pourrait se reproduire en Afrique si nous ne prêtons pas suffisamment attention aux populations, qui doivent être les premiers bénéficiaires de cet accord ? Merci pour votre avis et votre expérience à ce sujet.

### Elisabeth GUIGOU

Je ne vais certainement pas prétendre que l'Europe puisse donner des leçons à l'Afrique, je vais même dire le contraire. Je pense qu'il faut sortir de cette attitude qui consiste pour les Européens à avoir un regard paternaliste sur l'Afrique. Si nous voulons des relations franco-africaines, et surtout européennes-africaines, qui soient à la hauteur des enjeux que nous devons affronter ensemble, alors il faut inventer un nouveau partenariat qui soit un partenariat d'égal à égal. Et bien sûr nous devrions nous inspirer des bonnes pratiques. Cherchons à tirer des leçons de ce qui n'a pas marché pour les Africains en Europe et pour l'Europe d'ailleurs, ce qui n'a pas marché en Afrique.

Je souhaiterais insister sur les relations entre l'Europe et l'Afrique, parce que l'on entend beaucoup dire en France que l'Afrique peut être pour l'Europe un cauchemar ou un rêve. En effet, les populistes partout en Europe insistent sur le fait que l'Afrique va être un cauchemar pour les Européens. C'est leur fonds de commerce, qui a toujours été d'ailleurs pour les extrémistes d'attiser les peurs, sans jamais proposer de solution. Ils prennent argument du fait que l'expansion démographique en Afrique est tellement supérieure à l'expansion économique que l'immigration africaine va submerger l'Europe.

Je ne crois pas que du côté des Européens, nous devions ignorer ces peurs. Le déséquilibre démographique existe, il faut évidemment le regarder en face. Mais les populistes jouent aussi sur d'autres peurs qui viennent de plus loin, qui pour les Européens sont la peur du déclin, de la perte d'influence. Il en a beaucoup été question dans les discussions depuis hier, les Européens doivent s'habituer à devenir des pays d'immigration, alors qu'ils ont été dans l'histoire des émigrés eux-mêmes. Ils doivent s'habituer à ne plus dominer le monde. Evidemment, du côté des Africains, il y a aussi vis-à-vis de l'Europe un ressentiment quand qui subsiste et qui vient du colonialisme et du néocolonialisme qui a continué à sévir après les indépendances. Tout cela, ce sont des freins à un développement constructif des relations entre l'Europe et l'Afrique. Le problème est que si ces peurs dominent, si on ne réagit pas contre ces discours qui sont attisés par les populistes, alors l'Europe se fermera de plus en plus à l'Afrique. Et si l'Afrique, par ses besoins – que vous souligniez – d'infrastructures, de financement, évidemment importants et rapides, se vend à la Chine pour parler brutalement, il arrivera un moment où il y aura des dégâts considérables des deux côtés. L'Europe risque alors d'être durablement dominée par les populistes, comme nous le voyons en Italie. Or les populistes sont évidemment incapables d'apporter de vraies réponses aux problèmes et ne font qu'alimenter beaucoup de désillusions et donc encore plus de fermeture et de repli sur soi. Du côté de l'Afrique, si assurément elle

cède à la facilité des abondants et rapides financements chinois, il y aura à un moment où on lui présentera la note. Le surendettement est déjà un souci.

Or je suis convaincue qu'il n'y a pas de fatalité à ce cauchemar. L'Afrique et l'Europe peuvent au contraire bâtir ensemble des relations gagnantes des deux côtés. D'abord, pourquoi ? Parce qu'il y a des complémentarités évidentes. Quand d'un côté, nous avons une Europe vieillissante qui a besoin de main d'œuvre et de forces vives, et de l'autre côté nous avons au contraire une jeunesse bouillonnante, il y a pour l'Afrique des chances de formation, d'apport technologique. Nous voyons bien que ces complémentarités pourraient se conjuguer pour créer des synergies positives, et la raison de le faire, c'est qu'il y a des défis communs qui ne pourront être surmontés que s'il y a des stratégies coopératives entre l'Europe et l'Afrique. Cela, c'est évidemment non seulement le défi de l'emploi des jeunes, mais les défis de l'intelligence artificielle, de toute la nouvelle économie, de la maîtrise des mobilités, parce que la mobilité s'accroîtra avec le développement. C'est démontré depuis toujours, donc même si l'Afrique se développe plus harmonieusement qu'actuellement, de toute façon, la demande de mobilité sera plus grande donc nous sommes absolument condamnés à gérer cela ensemble. Je crois qu'il faut une cogestion de ces mouvements de population pour arriver à les réguler, à les maîtriser, et justement ne pas tout fermer, organiser des voies légales de mobilité de part et d'autre. Et évidemment, nous avons besoin de lutter ensemble contre toutes les formes d'insécurité et d'abord le trafic des êtres humains de part et d'autre de la Méditerranée. Et aussi bien sûr de relever le défi écologique.

Comment pouvons-nous le faire ? D'abord, l'Europe et l'Afrique doivent prendre leurs responsabilités respectives, ne pas se renvoyer la balle, dire « C'est de votre faute, ce n'est pas la mienne ». Je crois que l'Europe doit désormais investir davantage en Afrique, pas se contenter de faire du commerce, d'acheter des matières premières, de les transformer en Europe et de les revendre, ce qui ne crée pas beaucoup d'emplois dans les pays africains. C'est bien le commerce, mais ce n'est pas suffisant. Il faut des investissements publics et privés pour l'agriculture et l'industrie. Malheureusement, l'aide internationale a beaucoup alimenté la mauvaise gouvernance et la corruption en Afrique. C'est la responsabilité des Africains de remédier à ces maux.

Européens et Africains devraient se saisir de l'opportunité, qui est la négociation des accords post-Cotonou. Jusqu'à présent, c'est encore peu visible, mais il y a cette échéance en 2020. Jusque-là, les accords de Cotonou ressemblaient à une sorte de pot-pourri où l'on avait mis ensemble tous les anciens pays colonisés et tous les Européens. Il faut absolument que nous traitions les questions de l'Europe et de l'Afrique séparément, avec à mon avis quatre exigences.

D'abord une stratégie politique qui soit définie et acceptée des deux côtés, c'est-à-dire un partenariat d'égal à égal, où Européens et Africains mettent des propositions sur la table, où l'on ait des vraies discussions politiques entre responsables. En second lieu, il faudrait des accords de coproduction dans les secteurs clés que nous connaissons tous : l'agroalimentaire, l'énergie, l'écologie, le digital, la santé, l'éducation. Troisièmement, une banque ou une holding de banque pour sécuriser les investissements et assurer la mobilité du capital. Les banques actuellement existantes sont loin de faire de ces choses-là leurs priorités. Enfin, il me semble, comme le dit l'IPMED – mais Jean-Louis Guigou reviendra peut-être aussi là-dessus – il faut qu'il y ait une fondation, comme il en existe en Asie entre la Chine, le Japon et les pays du sud de l'Asie, comme il en existe entre les Etats américains. Une fondation qui mélange, comme nous faisons ici à la WPC, mais de façon permanente, des experts, des chercheurs, des responsables politiques, des dirigeants d'entreprise, pour à la fois analyser le présent, penser l'avenir et dire « Que devrions-nous faire pour pouvoir maximiser nos chances ensemble ? ».

Enfin, j'en terminerai par là, non seulement il faut travailler sur l'économie mais il faut travailler sur le dialogue culturel, parce que la crainte des Européens est aussi beaucoup identitaire, du côté africain aussi. Si nous continuons à vivre avec l'idée qu'il y a un clash des civilisations, que l'on mêle la religion à tout cela de surcroît, avec beaucoup d'amalgames, nous n'en sortons pas. Il y a surtout un clash des ignorances, comme disait un philosophe bien connu. Nous avons le devoir de voir ce qui nous rapproche entre Européens et Africains, sans gommer les différences, parce que c'est une richesse, me semble-t-il. Il y a l'histoire qui a eu aussi ces bons moments, il y a des liens humains surtout, qui sont une richesse formidable et dont nous ne profitons pas suffisamment. Et il me semble que tout cela devrait être davantage dans le débat public. Nous n'entendons parler que de catastrophes. A la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes, nous mesurons cela dans des grandes



études depuis dix ans, des études que nous faisons tous les trois ans. Nos sociétés attendent que nous mettions en lumière, justement, ce qui nous rapproche et pas ce qui nous divise. Quand nous leur demandons, sur les problèmes qui sont exploités constamment dans les discours populistes, « Est-ce cela, l'essentiel ? », les gens répondent « Oui c'est vrai, ce sont des problèmes, la guerre, le terrorisme, la xénophobie », mais entre Européens et sud méditerranéens, ce n'est pas l'essentiel. Ce qui nous lie est beaucoup plus important !

L'Europe doit régler ses problèmes internes. Et ne soyons pas trop pessimistes. L'Europe s'est révélée beaucoup plus unie que prévu vis à vis du Brexit. Mais l'Europe doit davantage se tourner vers l'Afrique. Car nous n'avons pas en réalité d'autre choix que d'essayer de travailler davantage ensemble, dans un état d'esprit différent de celui du passé.

### **Nathalie DELAPALME**

Merci beaucoup pour cette analyse précieuse qui pose bien le cadre de notre discussion. Je relève un point en particulier, qui est celui de la renégociation des accords de Cotonou, parce que il est clair qu'il faudra veiller à ce qu'elle accompagne, voire même qu'elle conforte, la mise en place de l'accord intra-africain de libre-échange. C'est un des sujets sur lesquels il faudra certainement porter l'attention.